

## Deuxième partie – Une réponse aux critiques de la forme parti

**Chap. 4** – La loi de l'oligarchie est-elle d'airain ?  
 <> **Chap. 5** – De nouvelles critiques ? <> **Chap. 6** – Faire sans le parti ?

### Chapitre 4 – La loi de l'oligarchie est-elle d'airain ?

Au cours des dernières décennies, des auteurs ont argumenté l'idée

*« que le parti comme forme d'organisation politique conduisait inévitablement à des désillusions, à des impasses et à des tragédies ».*

Ce serait avant tout un instrument de dépossession.

Les analyses les plus célèbres en la matière sont celles de Robert Michels dans **sa Sociologie du parti dans la démocratie moderne**, publiée en 1911, et où l'on trouve la thèse de la **« loi d'airain de l'oligarchie »**.

La thèse de Michels est assez simple à résumer, dit Quétier. En parlant de loi d'airain de l'oligarchie,

*Michels « entend montrer que toutes les formes d'organisation politique, même celles qui se prétendent démocratiques, sont condamnées à devenir oligarchiques, autrement dit qu'un petit nombre d'individus sont nécessairement conduits à asseoir leur pouvoir sur l'ensemble du groupe,*

*[laissant l'immense majorité dans une situation de passivité et d'impuissance].*

La loi de l'oligarchie est dite d'airain parce qu'il est à peu près inenvisageable d'y échapper.

Alors ! Que répondre ? Le diagnostic de Michels est très bien documenté puisqu'il est fondé sur des observations faites au sein du SPD, dont l'auteur a lui-même été membre pendant un temps.

Le problème est ailleurs.

*[« Michels rattache [...] les phénomènes oligarchiques qu'il débusque dans les partis de son temps à une essence de l'humanité et à une essence de l'organisation dont il ne démontre jamais véritablement l'existence, et qui lui servent pourtant à décrédibiliser toute tentative visant à instaurer un mode de fonctionnement démocratique].*

**Une vision misérabiliste de l'essence humaine** – L'anthropologie de Michels est pessimiste.

*[« les masses sont présentées comme fondamentalement incompétentes et incapables de prendre leurs affaires en main<sup>1</sup> ].*

C'est faire fi, évidemment, de tous les épisodes historiques qui montrent le contraire (cf. 1<sup>ère</sup> partie). Par ailleurs, c'est supposer que l'état de choses existant ne saurait être transformé.

À la thèse de l'incompétence des masses, Michels en ajoute une autre,

---

<sup>1</sup> « Michels reprend [ici] très clairement les thèses défendues quelques années plus tôt par Gustave Le Bon dans sa *Psychologie des foules*. ».

Qui est « celle – complémentaire – de leur fondamentale indifférence à l'égard de la chose publique ».

Et pourquoi cela ? Parce que, dit Michels, les "gueux"<sup>2</sup>

Ont « une tendance égoïste à ne se préoccuper que de questions relatives à leur existence particulière sans être en mesure d'intégrer la perspective d'un intérêt général ».

Ils sont donc toujours déjà prêts à déléguer la gestion des affaires à des hommes qui y sont disposés.

Que tout cela corresponde à des réalités observables, c'est évident dit Quétier,

mais « rien ne commande d'essentialiser et donc d'éterniser de telles dynamiques délégataires ».

Pour compléter le tableau, Michels voit aussi chez le plus grand nombre une tendance à la vénération des chefs.

Par exemple, Michels dit ceci : « les masses possèdent une tendance profonde à la vénération personnelle. Dans leur idéalisme primitif, elles ont besoin de dieux terrestres auxquels elles s'attachent avec un amour d'autant plus aveugle que la dureté de la vie les assaille d'une manière plus prononcée ».

L'idolâtrie serait ainsi passée des dieux aux chefs, et les ouvriers allemands, dit Michels,

---

<sup>2</sup> Michels dit « les masses » ou « le plus grand nombre ».

}[ n'auraient finalement « *ôté de leur salon le portrait de Luther qui était de rigueur que pour le remplacer par un portrait de Bebel*<sup>3</sup> ».

À tout cela Quétier répond que, outre qu'il n'est pas pertinent de confondre culte d'une autorité divine et culte d'une personnalité terrestre, Michels n'envisage à aucun moment que les défauts des masses qu'il recense pourraient aussi bien trouver leur origine dans les caractéristiques des organisations. Favorisent-elles ou contrent-elles les défauts dont il est question ?

**Des rapports de domination inscrits dans l'essence de l'organisation** – La conception de l'organisation politique de Michels repose avant tout sur la domination.

}[ Non seulement ça, mais – ajoute Quétier - « *l'apparition de tendances oligarchiques* "même, dit Michels, dans le sein de partis révolutionnaires" *constituerait pour lui* "une pièce tout particulièrement solide pour prouver la présence de traits oligarchiques immanents dans toute organisation humaine finalisée" ».

La concentration des pouvoirs entre les mains d'un petit groupe renvoie en premier lieu, pour Michels, à des écarts de compétence, ce qui est difficile à contester, bien évidemment. Le problème est que Michels – avec les présupposés qui sont les siens - passe de ce constat objectif à l'affirmation de l'impossibilité qu'il en soit autrement. C'est incontournable ; il n'y a rien à faire. Il reste aveugle aux dispositifs de formation mis en place par les partis, déjà à son époque. Il ne voit pas qu'ils peuvent faire évoluer l'origine de classe des dirigeants. C'est d'ailleurs un enjeu – l'origine de classe - à côté duquel il passe complètement. Les organisations politiques sont conservatrices et le resteront quoi qu'on fasse.

---

<sup>3</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/August\\_Bebel](https://fr.wikipedia.org/wiki/August_Bebel)

« La renonciation progressive de la social-démocratie [allemande] à la perspective révolutionnaire est alors pensée non pas tant comme la conséquence de choix politiques conscients que comme le fruit de dynamiques générales susceptibles de faire leur apparition dans n'importe quel parti politique, et qu'il est possible de résumer à l'aide la formule suivante : "L'organe l'emporte sur l'organisation" ».

Et plus l'organisation prend de l'ampleur, plus – pense Michels – la pesanteur des structures va se faire sentir ; plus la vitalité de l'activité des membres du parti va être entravée.

**Une prophylaxie vouée à l'échec ?** – Y a-t-il moyen de lutter contre toutes ces tendances régressives ? La réponse de Michels est sans nuance :

« Rien n'indique que ce pouvoir empiriquement constatable de l'oligarchie dans la vie partisane puisse être brisé dans un temps prévisible ».

Cela fait dire à Quétier que

« la tonalité qui domine au sein de l'ouvrage est celle de la désespérance ».

Michels dit, par exemple, ceci :

« Dans l'histoire, les courants démocratiques sont dès lors semblables au battement des vagues. Toujours ils s'écrasent sur les brisants. Mais toujours également ils sont renouvelés ».

En fin de compte, Michels nous incite à nous accommoder de l'état de choses existant ou à renoncer à l'action,

{ Ce qui ne peut, souligne Quétier, « *que servir les intérêts de la classe dominante* ».}

Voilà pour la critique de la forme parti formulée par Michels début XXè. Elle a été suivie par d'autres.

## Chapitre 5 – De nouvelles critiques

À gauche, la tragédie stalinienne va marquer l'entrée en crise de la forme parti. Vont apparaître ce que l'on a appelé les « *nouveaux mouvements sociaux* ». Un certain nombre de critiques nouvelles de la forme parti vont être formulées. Quétier retient celles de Simone Weil, Michel Foucault et Pierre Bourdieu. Mais il nous prévient tout de suite :

{ Ces critiques « *reprennent ou prolongent souvent des arguments qu'on trouvait déjà sous la plume de Michels* ».}

« *Tout parti est totalitaire en germe et en aspiration* » - En 1940, Simone Weil rédige une *Note sur la suppression générale des partis politiques* qui sera publiée de façon posthume en 1950<sup>4</sup> dans la revue *La Table ronde*.

{ Simone Weil présente sans nuance l'institution partisane comme un « *mal sans mélange* » ; « *elle est totalitaire en germe et en aspiration* ».}

Totalitaire le parti parce qu'il se présente comme une fin en soi et non comme un simple moyen en vue d'une fin déterminée. Michels aussi dit cela.

---

<sup>4</sup> Simone Weil est décédée en 1943.

Totalitaire le parti, dit encore Simone Weil, parce qu'il inscrit ses membres dans un rapport d'emprise. Est visée ici la discipline de parti.

Totalitaire le parti, dit enfin Weil, par sa propension à produire de la passion collective au détriment de toute attitude rationnelle. Et elle rapporte cette situation, comme Michels, à la tendance des masses à ne pas penser.

Une « *gouvernementalité de parti* » ? – Le lien entre parti et totalitarisme se retrouve aussi chez Foucault, dans son cours au Collège de France de 1979 *Naissance de la biopolitique*<sup>5</sup>.

Foucault dit, par exemple : « *cette très extraordinaire, très curieuse, très nouvelle organisation [qu'est le parti est] à l'origine historique de quelque chose comme les régimes totalitaires, de quelque chose comme le nazisme, de quelque chose comme le fascisme, de quelque chose comme le stalinisme* ».

Foucault parle de « *gouvernementalité de parti* », réinvestissant ainsi la notion de gouvernementalité qui est au cœur de sa réflexion depuis 1978. Mais, aussitôt avancée, la notion est laissée de côté, et aucune démonstration ne sera proposée du lien entre parti et totalitarisme. Mais, ce n'est pas ma première fois que Foucault annonce un thème sans le traiter...

Une « *délégation globale et totale* » ? – Bien plus substantielle et rigoureuse est la contribution de Pierre Bourdieu, en 1981, dans *La représentation politique*.

« *On peut même considérer, dit Quétier, qu'un discours prétendant prendre la défense de la forme parti n'est aujourd'hui véritablement tenable qu'à*

<sup>5</sup> Pour un abrégé de ce cours et du précédent (*Sécurité, territoire, population*), cf. mon blog dans le site des Amis de la liberté : <https://amisdelaliberte.fr/index.php/blog-de-daniel-amedro>

condition de répondre de manière satisfaisante aux objections que Bourdieu développe dans son texte ».

Bourdieu emprunte aux analyses de Michels et l'assume.

Quétier indique que, comme son prédécesseur, Bourdieu « entend mettre en évidence l'existence d'une "coupure entre les agents politiquement actifs" et les "agents politiquement passifs", mais [qu'il] entreprend de le faire sans "naturaliser" les mécanismes sociaux qui la produisent et la reproduisent ».

Pour autant, précise aussitôt Quétier,

« l'analyse de Bourdieu n'en est pas moins entachée d'un pessimisme fondamental, qui paraît laisser peu de prise aux pratiques émancipatrices ».

Mais, l'intérêt de l'analyse de Bourdieu est qu'elle s'intéresse aux classes populaires. Il pense que pour que celles-ci échappent à la « démission » au profit des professionnels de la politique, elles doivent en passer par la « remise de soi au parti », mais qui – quand même – est « synonyme de dépossession et d'hétéronomie ».

« C'est ce que Bourdieu, [empruntant au vocabulaire ecclésiastique], appelle également [...] la fides implicita (foi implicite), qu'il présente comme une "délégation globale et totale par laquelle les plus démunis accordent en bloc au parti de leur choix une sorte de crédit illimité" ».

Bourdieu relève que, s'agissant des partis communistes, ce rapport de dépendance est plus marqué, non seulement parce que le profil des membres est plus populaire, mais aussi en raison du modèle

organisationnel de type bolchévik qui engendre, dit Bourdieu, « *la peur d'être contre* ».

Quétier tient pour intéressantes toutes ces analyses,

- Mais il leur reproche de « *négliger un élément essentiel, à savoir que, dans le même temps, ces organisations ont permis aux classes populaires d'accéder à un degré d'autonomie dont elles ne disposaient pas auparavant* ».
- D'autre part, -et pour conclure sur Bourdieu, -Quétier pense également « *que Bourdieu évacue un peu vite, comme Michels le faisait déjà avant lui, la possibilité de déployer une intervention politique active en sens inverse, permettant de battre en brèche ce genre de tendance* ».

\*

Finalement, dit Quétier,

- « *On retrouve [...] dans tous ces textes deux éléments décisifs qui émaillaient déjà l'analyse de Michels : une dynamique conduisant l'organisation à passer du statut de moyen à celui de fin et une tendance propre aux classes populaires à se soumettre corps et âme à l'institution partisane* ».

## Chapitre 6 – Faire sans le parti ?

Le développement des critiques de la forme parti s'est accompagné aussi, à partir des années 1960 notamment, par le développement des « *nouveaux mouvements sociaux* », dont l'objectif était « *de rendre possibles des pratiques politiques réellement démocratiques* ».

L'hypothèse que Quétier veut mettre à l'épreuve dans ce sixième chapitre est la suivante :

« *les différentes tentatives visant à substituer à la forme parti des modalités d'organisation collective plus démocratiques n'ont pas été à même jusqu'ici de faire leurs preuves* ».

Sortie par la porte, la forme parti est souvent revenue par la fenêtre. On a quelques fois supprimé le mot sans supprimer la chose. Et quand il y a eu vraiment rupture, cela n'a pas forcément été pour le meilleur.

**Un parti « *qui n'est plus un parti* » ?** – Quétier n'est pas loin de penser qu'en ce qui concerne la recherche d'une alternative à la forme parti tout a déjà été dit depuis longtemps, tout comme pour la critique elle-même de la forme parti (cf. chap. 4 et 5).

En particulier, le courant anarchiste, fin XIX<sup>e</sup> siècle, a essayé, avec ses fédérations, de proposer une alternative aux ainsi nommés « *partis autoritaires* ». Par ailleurs, le courant conseilliste, au début des années 1920, a expérimenté l'expression directe des masses dans les conseils ouvriers. Otto Rühle, conseilliste allemand, en a fait la théorie au début des années 1920 dans un article intitulé ***La révolution n'est pas une affaire de parti***<sup>6</sup>.

Mais, pour Quétier,

---

<sup>6</sup> Genève, Entremonde, 2010. Pour une analyse de l'article, cf. Quétier, pages 114-117.

« il est tout sauf certain [que cette réforme du parti politique] fasse vraiment ce qu'elle prétend faire, à savoir sortir du cadre de la forme parti proprement dite [...] ».

**Le temps de la « politique sans parti » ?** – La critique de la forme parti, commencée depuis bien longtemps, n'a pas faibli jusqu'à aujourd'hui. De nos jours, Alain Badiou soutient qu'il faut lui tourner résolument le dos.

Badiou découpe l'histoire de l'hypothèse communiste en plusieurs séquences, dont deux sont derrière nous :

1. De 1792 à 1871 (c'est-à-dire de la Révolution française à la Commune) : au cours de cette séquence d'installation de l'hypothèse, l'enjeu est

« d'organiser le mouvement populaire, sous des formes multiples [...] autour de la thématique d'un renversement ».

Dans ce contexte, est utile une organisation adaptée à une approche insurrectionnelle.

2. De 1917 à 1976 (c'est-à-dire de la Révolution russe à la fin de la révolution culturelle chinoise) : au cours de cette première tentative de réalisation de l'hypothèse communiste, le problème crucial – théorisé en long, en large et en travers par Lénine - est celui de la victoire et de la durée.

Et, « aux yeux de Badiou, c'est justement le caractère obsessionnel de cet enjeu, cette "passion du réel", qui fait du parti le concept politique central de cette séquence ».

3. Badiou pense que nous sommes entrés sinon dans une 3<sup>e</sup> séquence, tout au moins dans ce qu'il appelle "*une période intervallaire*", période "*dominée par l'ennemi*". Cette nouvelle séquence en gésine n'appellera pas les mêmes solutions politiques que par le passé. Badiou dit :

« *Le marxisme, le mouvement ouvrier, la démocratie de masse, le leninisme, le parti du prolétariat, l'État socialiste, toutes ces inventions remarquables du XX<sup>e</sup> siècle, ne nous sont plus réellement utiles* ».

Cette partie de l'argumentation de Badiou n'est pas du tout la plus convaincante pour Quétier. Elle est faite plus d'anathèmes que d'arguments.

Quoi qu'il en soit, Badiou, qui rejette le parti, rejette aussi le mouvementisme

« *compris comme un spontanéisme radical tournant le dos à toute tentative visant à unifier politiquement la pluralité des mobilisations qui traversent la société civile* ».

Sa ligne, c'est la politique-sans-parti. Mais, quand il s'agit de donner des exemples, Badiou paraît hésitant. Il cite Solidarnosc et le zapatisme mexicain, mais ne sont-ce pas là des exemples allant dans le sens du mouvementisme ?

**L'impasse populiste** – Et si la bonne proposition politique était le populisme de gauche ? N'est-ce pas lui qui a le vent en poupe depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle ?

Quétier annonce tout de suite la couleur :

« Si le populisme de gauche se présente souvent comme un mouvement plutôt que comme un parti, on peut considérer qu'il n'a finalement que peu à voir avec un mouvementisme qui serait conçu comme pure valorisation de la spontanéité populaire ».

Le populisme ne peut-il pas s'analyser comme une tentative de dépassement de l'horizontalisme style "indignés" ?

Une réalité s'impose, cependant, c'est le succès du populisme de gauche en France.

D'où cette question : si alternative il y a avec ce populisme de gauche, est-ce une alternative souhaitable ? La réponse de Quétier est clairement négative

« dans la mesure où le populisme ne fait la plupart du temps que réactiver un modèle d'organisation dont les travers correspondent très exactement à ce que Marx désignait comme une pratique sectaire ».

Il accorde un rôle prépondérant au chef charismatique et promeut un rapport irrationnel à la politique, -des défauts pointés par Quétier dans le chap. 2.

Ernesto Laclau dit dans *La raison populiste* :

« La fonction du représentant n'est pas seulement de transmettre la volonté de ceux qu'il représente, mais aussi de donner de la crédibilité à cette volonté dans un milieu différent de celui dans lequel cette volonté fut à l'origine constituée ».

Commentaire de Quétier :

« Une telle approche semble difficilement compatible avec ce que l'on peut considérer comme l'un des grands apports de la conception marxiste, à savoir l'idée selon laquelle l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ».

Le ressort du charisme, Chantal Mouffe l'assume aussi :

« Une volonté collective ne peut pas se former sans une certaine forme de cristallisation d'affects communs et les liens affectifs qui unissent un peuple à un chef charismatique peuvent jouer un rôle important dans ce processus ».

La théorie populiste est résolument antirationaliste. La théorie marxiste, au contraire,

Considère que « les masses sont composées – si ce n'est en acte, du moins en puissance – d'êtres rationnels, qu'il convient donc de traiter comme tels, plutôt que de promouvoir la bêtise et l'ignorance ».

Parvenus à ce stade, la forme-parti n'est pas délégitimée. Les alternatives ne sont pas convaincantes, spécialement si on tient ferme le cap de l'émancipation. La question n'est pas de remplacer la forme-parti, mais de la réformer.